

## ANALYSE DU 27 avril 2012

### FAURE GNASSINGBE ET « UNIR » : DEMI-PARDON, IMPUNITÉ ET CHLOROFORMISATION DU PEUPLE TOGOLAIS

Pour fêter le 52<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance juridique du Togo, Faure Gnassingbé a choisi d'auto-dissoudre le 14 avril 2012 l'ex-parti unique du Togo, le Rassemblement pour le peuple togolais (RPT). Il a aussitôt créé un nouveau parti UNIR (union pour la République) qu'il dirige provisoirement lui-même. Il a fallu passer par un rapport sur la vérité, justice et réconciliation qui a permis à certains ecclésiastiques d'organiser l'impunité et facilité un demi-pardon qui ne couvre par la période de l'après de 2005 quand Faure Gnassingbé a pris le pouvoir. Alors en remettant tout en perspective, la stratégie de Faure Gnassingbé pourrait ouvrir des périodes d'instabilité au Togo et pour lui-même.

#### 1. LE CVJR organise l'impunité au Togo

Faure Gnassingbé, l'actuel Président du Togo a confié à Mgr Nicodème Barrigah-Bénissan la présidence de la Commission vérité, justice et réconciliation. Celle-ci devrait permettre au Togo « d'exorciser » les crimes et violences politiques qui ont émaillé la vie politique du Togo entre 1958 à 2005. Il ne s'agit surtout pas de s'interroger sur ce qui s'est passé depuis 2005 quand Faure Gnassingbé a pris le pouvoir dans des circonstances troubles avec entre 500 et 1200 morts et de nombreux blessés, ni sur les circonstances des élections dont les résultats sont soumis à caution au point de les comparer à une contre-vérité des urnes. Cette délicate opération doit nécessairement apparaître comme neutre et doit servir les intérêts d'abord de ceux qui ont commandité le travail. Est-ce qu'un ecclésiastique, plus aux ordres du Vatican et enclin à pardonner tout y compris l'impunité, peut permettre la vérité d'émerger au Togo ?

C'est ainsi qu'après plus de trois années d'écoute et de témoignages de victimes et de bourreaux discrets, la Commission vérité, justice et réconciliation (CVJR) a remis le premier d'une série quatre rapports le 3 avril 2012 à Faure Gnassingbé. Les 309 pages ne permettent pas d'identifier les responsables des crimes, encore moins de les poursuivre devant la justice. Ce ne fut donc pas l'objet de la CVJR. Donc la CVJR aurait-il pour objet d'absoudre les criminels qui courent encore au Togo ? Des investigations faites par des ecclésiastiques peuvent-elles remplacer le travail de la justice ? Est-ce que les Commissions dites de « *vérité et de justice* » ne sont pas là pour faire passer par pertes et profits des contre-vérités et des injustices au point de transformer la réconciliation en un simple pardon comme les ecclésiastiques en connaissent le secret ?

Mais le pardon est-il possible si certains sont des adeptes de la récidive au Togo ? Les réparations qui seront proposées risquent d'être pécuniaires, mais chacun sait qu'en Afrique, on commence à payer puis cela s'arrête... Des recommandations sont faites de ne plus recommencer. Une façon de prêcher dans le désert ? En fait non. Ce travail a pour objet de permettre à Faure Gnassingbé de « *demande pardon au nom de l'Etat* » au peuple togolais.

#### 2. Quand est-ce que Gilchrist Olympio va signer une alliance avec « UNIR » ?

En réalité, il a surtout remercié Gilchrist Olympio toujours à la tête de l'Union des Forces du Changement (UFC) avec ses amis, les AGO, les amis de Gilchrist Olympio, qui ont décidé, unilatéralement, de s'associer à un travail d'apaisement des esprits au Togo. Mais cela a créé une scission au sein même de l'UFC avec son ex-secrétaire général qui est devenu le Président de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC).

Il est donc clair aujourd'hui que Faure Gnassingbé n'a pas encore demandé pardon au peuple togolais pour les crimes et exactions et violences politiques commis sous sa présidence au Togo. Alors pour fêter le 52<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance du Togo (27 avril 1960), il fallait changer l'image du Togo. Pour ce faire, il fallait d'abord demander pardon grâce au CVJR, institutionnaliser l'impunité et enfin dissoudre le parti créé en 1969 par le père Etienne Gnassingbé Eyadéma, l'ex-parti unique RPT, Rassemblement du Peuple Togolais, ce qui fut fait à Blitta, à 275 km de Lomé la capitale du Togo, le 14 avril 2012. Le multipartisme existe au Togo depuis 1991. Le nouveau parti, créé et est dirigé de manière provisoire par le fils Faure Gnassingbé, est intitulé : Union pour la République (UNIR). Quelle est donc la différence entre le Rassemblement et l'Union ? De nombreux Togolais et Togoises avertis qui estiment que le changement de sigle ne va rien changer des méthodes musclées, parfois brutales, de gouvernance du pays, que cela ne devrait pas améliorer le pouvoir d'achat des citoyens dans le court terme alors que les recettes tirées du port et des exportations du phosphates permettent tout au moins de ne plus avoir trop de problèmes avec les organisations internationales. Mais toutes les recettes ne rentrent pas nécessairement dans les caisses du Gouvernement et ne profitent donc pas au peuple togolais.

Alors, UNIR, juste un parti pour tromper la communauté internationale afin de modifier la constitution et refaire une série d'au moins deux mandats ? L'exemple du Président Macky Sall au Sénégal qui a réduit son mandat de 7 à 5 ans renouvelable une fois devrait pourtant inspirer Faure Gnassingbé à annoncer son départ, même si c'est pour se représenter plus tard après une période transitoire que Gilchrist Olympio ou certains de ses amis se verraient bien gérer. Alors, est-ce cela le pacte secret entre Faure Gnassingbé et le Gilchrist Olympio qui explique le silence intéressé de l'UFC ? Toute la question d'une alliance possible entre les partis « UNIR » et « UFC » pour les élections législatives et communales ne doit pas être exclu, surtout qu'au Togo, le culte du secret et des arrangements dans les ténèbres sont fréquents.

### 3. Emergence d'une nouvelle bipolarisation politique

Comme le recensement récent des citoyens exclut la Diaspora togolaise qui ne figureront donc pas pour l'essentiel sur la liste électorale et ne pourront donc pas voter, il faut bien comprendre que l'objectif recherché par le nouveau parti « UNIR » est de passer du « *mariage de raison* » entre Faure Gnassingbé et Gilchrist Olympio à une véritable « *alliance élargie* » entre UNIR, UFC et toutes les personnalités sympathisantes des deux partis. Il s'agit de créer un Mouvement large de la réconciliation pour tenter de gagner les prochaines élections législatives prévues avant la fin de l'année 2012, si l'Union européenne se décide à les financer. Le demi-pardon permet de légitimer l'impunité. Mais les déçus ou frustrés de cette opération commando pourrait finir par croire que le nom du nouveau parti est « *PUNIR* » car certains militaires et autres caciques du RPT pourraient être tentés d'aller rejoindre les mécontents du demi-frère Kpachcha Gnassingbé, un député condamné pour tentative de coup d'Etat non démontré et emprisonné quelque part sur le territoire togolais. A force de tout faire à demi, Faure Gnassingbé pourrait se réveiller avec une opposition au sein même de la mouvance militaire de soutien à sa présidence qui ne fera pas dans la dentelle.

Du côté de l'opposition, chacun se rappelle que 9 députés de l'ANC de Jean Pierre Fabre ont été chassés du parlement togolais au motif qu'ils n'étaient plus sur la liste de l'UFC, le parti de Gilchrist Olympio. La Cour de Justice de la CEDEAO a même considéré que cette décision est contraire au droit et s'est contenté de demandé au Gouvernement togolais des dommages et intérêts tout en laissant à la discrétion de ce dernier la réintégration des 9 députés de l'ANC. A ce jour ces députés de l'opposition ne sont toujours pas réintégrés.

Chacun doit se faire une idée de comment devrait fonctionner le parlement togolais dans cette ambiance alors que tous les samedis, une coalition de parti regroupé dans le FRAC, le Front républicain de l'alternance et du Changement avec à sa tête Jean Pierre Fabre manifeste tous les samedis pour réclamer la vérité des urnes et rappeler que c'est Jean Pierre Fabre qui a gagné les élections présidentielles de 2010.

Kofi Yamgnane, devenu entretemps le conseiller de François Hollande pour l'Afrique pourrait, en cas de victoire du candidat socialiste aux élections présidentielles françaises, se retrouver en position de privilégié de la communauté internationale s'il maintient sa volonté de faire une carrière politique au Togo surtout si c'est l'exemple des coups d'Etat malien que privilégie en fait discrètement cette communauté internationale pour éviter la vérité des urnes. Quand cette communauté internationale s'appuie sur la CEDEAO et l'Union africaine, alors on peut se demander pourquoi tant de bruits de la CEDEAO sur le Mali en oubliant de s'attaquer à Al Qu'Aïda et pourquoi un silence assourdissant sur la Guinée Bissau alors qu'il s'agit de coup d'Etat de mécontentement et de rejets des choix indirects des pays occidentaux pour ce qui est de l'avenir des pays concernés. Pour le cas togolais, la communauté internationale doit compter avec les militaires non-républicains qui pour le moment, ne voient pas d'un bon œil tout ce qui ressemble de près ou de loin à de la vérité des urnes et de la transparence dans les comptes de l'Etat.

Alors maintenant que le RPT est dissous, le parallélisme des formes voudraient que les 50 députés du RPT qui siège au Parlement togolais soient eux-aussi « *expulsés* » comme l'ont été ceux de l'ANC. Dans tous les cas de figures, ils seront des « *non-inscrits* » afin de pouvoir toucher leur salaire. Il n'y a donc pas de représentant du nouveau parti UNIR au parlement togolais. Cela présage donc bien d'une dissolution de l'Assemblée nationale car ces injustices finiront par déclencher des crises de violences dont l'issue pourrait basculer le Togo vers un futur incertain. Mais si tout se déroule bien, le Togo pourrait enfin connaître une vraie bipolarisation de la vie politique avec d'un côté la mouvance présidentielle UNIR (Union pour la République) et UFC (Union des Forces du Changement) et ses sympathisants et de l'autre, le FRAC (Front républicain pour l'Alliance et le Changement) entraîné par l'ANC (Alliance nationale pour le Changement) et ses alliés. La société civile devra alors se déterminer et une grande partie de la population ne plus s'adonner à la transhumance politique juste pour des raisons alimentaires.

#### 4. Recommandations du CVU-Togo-Diaspora

S'il est vrai que le Togo n'a peut-être plus besoin d'un « *médiateur burkinabé* » occupé sur d'autres fronts pour mener les réformes institutionnelles indispensables pour assurer la vérité des urnes, Gilchrist Olympio qui a permis malgré tout un apaisement des tensions, du moins en surface, devrait sortir de sa réserve et exiger :

- 4.1 L'annonce par Faure Gnassingbé qu'il ne se représentera pas pour un troisième mandat que le parti « UNIR » n'a pas pour objet de « rouler » les citoyens togolais dans la farine de manioc afin de se

représenter pour deux mandats en tant que Président du nouveau parti « UNIR », à moins d'en laisser une période transitoire à l'UFC si cette dernière se décide à concrétiser et officialiser les accords secrets qui le lie à l'ex-RPT devenu « UNIR » ;

- 4.2 La feuille de route de réorganisation du découpage électoral acceptée par l'ensemble des grands partis représentatifs où une dose de proportionnelle devrait permettre à un plus grand nombre de partis politiques d'être présent dans la nouvelle assemblée nationale ;
- 4.3 La confirmation que si Faure Gnassingbé refuse de recenser la Diaspora togolaise comme partie intégrante de la population togolaise afin de les exclure des listes électorales, Gilchrist Olympio le dénoncerait ; enfin
- 4.4 La confirmation ou l'infirmité des rumeurs selon lesquels un ou des accords secrets entre Faure Gnassingbé et Gilchrist Olympio et ses amis (AGO, les amis de Gilchrist Olympio) devraient porter ce dernier à la présidence de la République pour une période transitoire permettant de procéder à des élections dont la transparence ne peut être garantie dans les conditions actuelles.

A défaut, il faut nécessairement donner crédit aux bruits qui circulent avec insistance que la stratégie de Faure Gnassingbé validée par des ecclésiastiques qui ne connaissent pas la séparation entre l'église et l'Etat lui permet d'annoncer un demi-pardon et d'institutionnaliser l'impunité au Togo. Le changement de nom du « RPT » en « UNIR » risque de ressembler au changement de l'OUA (organisation de l'unité africaine) en UA (union africaine). On change le contenant et pas le contenu. C'est la meilleure méthode qui, depuis 1967 a permis la chloroformisation du peuple togolais. Mais peut-être que c'est ce que veut une majorité de ce peuple ?



Collectif pour la Vérité des Urnes  
**Dr Yves Ekoué AMAÏZO**  
Coordinateur Général